

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



# Le nouveau gouvernement belge balloté entre néolibéralisme et asymétrie

**Bruno Liebhaberg**

Vice-Président de la Fondation Européenne  
d'Études Progressistes  
et Président de son Conseil Scientifique



Qualifié par certains de « kamikaze » en raison de sa fragilité essentielle, le gouvernement qui vient d'entrer en fonction le 10 octobre en Belgique est tout à fait original. La coalition de partis qui le composent met en effet en évidence l'asymétrie croissante au sein d'un Etat fédéral. Au cours des dernières décennies, la capacité de la Belgique à être gouvernée a reposé sur le dialogue des deux principales communautés linguistiques, francophone et néerlandophone, politiquement organisées sur une base régionale. Or, plus que jamais, les résultats des élections de mai dernier et l'issue des négociations gouvernementales aux différents niveaux de pouvoir révèlent la consolidation d'un contraste.

D'une part, la Flandre, encore prospère, a été séduite par le modèle néolibéral incarné par la NVA (Nouvelle Alliance Flamande). Pour cette dernière, la réalisation de ce modèle passe nécessairement par le séparatisme, c'est-à-dire l'indépendance de la Flandre et la disparition de la Belgique, qui demeurent une priorité statutaire de ce parti. D'autre part, bien que frappée par un chômage structurel depuis plus de trente ans, la Wallonie reste globalement fidèle aux partis traditionnels socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens.

Dès juin 2014, les gouvernements wallon et bruxellois ont été constitués sur la base d'une alliance entre les partis socialiste (PS) et chrétien (CDH) francophones, le parti libéral (MR) étant relégué dans l'opposition. En Flandre, la NVA, forte de près de 32% des suffrages, les chrétiens-démocrates (CD&V) avec 20% et le parti libéral (Open VLD) avec 14%, ont formé une coalition de droite forte d'une très large majorité.

Le nouveau gouvernement fédéral repose sur une coalition inédite du parti libéral francophone (MR) et des 3 partis flamands au pouvoir dans leur Région. Le MR, qui n'a que 20 députés sur les 61 membres francophones de la Chambre des Représentants, a obtenu le poste de Premier ministre.

Après six réformes successives de l'Etat depuis l'après-guerre, cette asymétrie croissante du paysage politique belge n'est ni fondamentalement surprenante, ni techniquement susceptible de bloquer les institutions. Ce qui est cependant plus problématique politiquement, c'est l'impossibilité pour les partis chrétiens-démocrates et socialistes, jadis tous deux dominants dans leurs régions respectives, d'encore assurer par leur dialogue quasi ininterrompu<sup>1</sup> au sein d'un gouvernement fédéral paritaire

---

<sup>1</sup> Sauf les quelques exceptions qu'ont constitué entre 1999 et 2007 les coalitions « arc-en-ciel » et ensuite « violette » dont ont été exclues les chrétiens-démocrates et qui, il faut le reconnaître, ont permis des avancées considérables sur le plan sociétal.

l'équilibre qui avait jusqu'ici permis le fonctionnement de la Belgique. Le CD&V a, comme déjà indiqué ci-avant, été très largement dépassé par la NVA et le PS francophone est à présent talonné par le MR.

Le programme annoncé par le gouvernement a une tonalité clairement libérale. Dans un contexte budgétaire difficile en raison de la crise, on note en particulier un déséquilibre entre les mesures frappant les plus démunis et celles qui, si elles n'étaient pas parcellaires, pourraient contribuer à une juste répartition de l'effort en fonction des capacités contributives de chacun. Un certain nombre de réformes structurelles sont annoncées. A l'instar de plusieurs Etats membres de l'Union Européenne, tels la France ou l'Italie, où ces réformes viennent enfin d'être adoptées, la Belgique en a besoin, notamment dans les domaines des retraites, du fonctionnement du marché du travail ou de la fiscalité. On peut cependant craindre que, dans l'élaboration et la finalisation de ses options, le nouveau gouvernement n'ait ni la capacité, ni la volonté politiques suffisantes pour promouvoir et s'appuyer sur la concertation entre partenaires sociaux. Cette concertation sociale a pourtant toujours été un élément majeur du modèle belge.

Plus inquiétant encore apparaît l'octroi de portefeuilles régaliens sensibles, tels que l'Intérieur, l'Asile et l'Immigration ou encore la Défense à des ministres issus de la NVA, et en particulier de sa frange proche de l'extrême-droite flamande. Celle-ci continue encore, près de 70 ans après la seconde guerre mondiale, à soutenir et justifier la collaboration avec l'occupant nazi.

L'opposition socialiste sera dure et sans concessions. Sa tâche ne sera pourtant pas facile en raison précisément du caractère asymétrique des gouvernements. Exclu de l'exécutif fédéral, le PS est au pouvoir en Wallonie, région qui reste tributaire de transferts financiers de la Flandre. Son langage d'opposition au niveau fédéral devra donc demeurer cohérent avec l'adoption en Wallonie, sous sa houlette et sous la double contrainte fédérale et européenne, de politiques visant la réduction des déficits publics.

Le PS a annoncé vouloir résoudre cette quadrature du cercle en appelant à la reconstitution de l'alliance du parti, des syndicats et des mutuelles, soit autant d'acteurs présents dans les trois régions du pays. Si cette alliance est nécessaire à la défense d'un modèle de sécurité sociale caractérisé depuis 1945 par une gestion paritaire, il est douteux qu'elle offre une base électorale suffisante pour garantir un retour au pouvoir à l'issue d'un prochain scrutin fédéral.

La longue hégémonie d'un parti socialiste capable d'engranger, depuis la 2ème guerre mondiale, des scores approchant jusqu'à 40% des suffrages a fait de la Wallonie une exception en Europe. Cette exception est à présent remise en question par la diversification des gauches (l'extrême-gauche est entrée dans les différents parlements du Royaume en mai 2014) ainsi que par l'attractivité d'un parti libéral francophone qui a choisi de se redéfinir comme « mouvement réformateur ».

En Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, comme d'ailleurs partout en Europe, l'avenir de la social-démocratie dépend de son renouvellement. Les socialistes seront jugés à leur capacité à définir et à proposer sans tabous, mais aussi sans abandonner leurs valeurs, un nouveau contrat social et sociétal adapté aux défis du 21ème siècle. C'est la condition nécessaire pour à la fois reconquérir et élargir un électorat qui, ayant perdu ses illusions, se sentant abandonné ou encore aspirant à être soutenu, plutôt qu'entravé dans ses initiatives, n'hésite plus à apporter son vote aux populistes ou, comme en Flandre, à l'ultra-droite nationaliste.

L'opposition au niveau fédéral offre aux Socialistes une occasion privilégiée d'entreprendre cet indispensable travail d'approfondissement et de renouveau idéologique et programmatique..